

INCERTITUDES BASQUES

Xabier Itçaina

(CNRS-SPIRIT, Sciences Po Bordeaux)

L'attentat de Madrid a mis un coup d'arrêt à l'amorce de processus de paix au Pays basque, renvoyant chacun des acteurs à ses positions traditionnelles malgré les espoirs de recomposition politique qu'avait fait naître en mars 2006 le cessez-le-feu d'ETA.

L'attentat commis par l'ETA à Barajas (Madrid) le 30 décembre 2006 a remis le Pays basque sous les feux de l'actualité. Cette nouvelle mise en scène de la « question basque » s'est faite sous un angle finalement assez convenu, comme si, au fond, le retour des bombes renvoyait chaque acteur à sa position traditionnelle. Tout se passe, en effet, comme si l'esquisse de recomposition du jeu politique provoquée par l'annonce du « cessez-le-feu permanent » de l'ETA en mars 2006 n'avait été que conjoncturelle.

Le temps de sortie des conflits nationalistes est un temps long. La politisation tragique des identités a donné ici la primeur aux lectures morales du politique, frappant du même coup d'invalidité les approches purement procédurales ou majoritaires de la démocratie. Quarante années de conflits - près de deux siècles, diront ceux qui font remonter le conflit centre



périphérie aux guerres carlistes - ne se règlent pas uniquement par des pactes et des légitimations électorales. Le travail mémoriel de l'ensemble de la société, seul gage d'une solution durable, est extrêmement long et ardu. Près de neuf ans après l'Accord du vendredi saint, le processus de paix irlandais, particulièrement observé et instrumentalisé en Pays basque, marque encore le pas. Comment, dans une situation bien distincte, et après seulement neuf mois d'un processus hâtivement qualifié d'irréversible, s'attendre à l'installation d'une configuration nouvelle et stabilisée en Pays basque ?

Une telle crispation pèse sur les stratégies déployées par les acteurs politiques. Traditionnel depuis la transition démocratique, le savoir-faire des partis politiques espagnols et de leurs leaders en matière de pactes et de malléabilité stratégique s'est à nouveau manifesté durant les quelques mois du cessez-le-feu. Le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, sans doute conseillé par certains courants du socialisme basque, s'est fortement engagé dans la double démarche qui devait, en théorie, rythmer le processus : négociations entre ETA et le gouvernement espagnol touchant en particulier à la politique carcérale pour les détenus d'ETA, discussions, dans un second temps, avec les partis politiques basques à propos de l'avenir politique du Pays basque. Apparaître comme le pacificateur de la question basque constituerait un capital politique certain pour J. L. Zapatero, et ce bien au-delà de l'Espagne. Cette stratégie affichée s'est heurtée à des signaux contradictoires émis par les deux parties : poursuite des procédures judiciaires contre les milieux nationalistes basques, modifications de la jurisprudence en matière de longues peines, mobilisations des victimes du terrorisme, reprise des violences urbaines au Pays basque, réarmement et rajeunissement de l'ETA, grèves de la faim de prisonniers, etc. Sans parler de l'attentat de Barajas qui, lectures éthiques mises à part, reste difficilement compréhensible d'un point de vue stratégique. A l'échelle espagnole, le manque de consensus s'est surtout signalé par la distanciation du Parti populaire (PP), refusant toute négociation avec la gauche nationalitaire radicale (Batasuna) et l'ETA, non sans rappeler au passage à J. L. Zapatero son rôle à l'origine du précédent pacte antiterroriste PP-PSOE en 2000. Cette mésalliance aura été portée au niveau du Parlement européen avec l'affrontement de deux propositions de résolution sur la question basque en octobre 2006.

De son côté, le Parti nationaliste basque (PNV), aux rênes de l'autonomie basque depuis un quart de siècle, s'est fortement investi dans la recherche d'une solution négociée. Il a, du coup, mis à profit ses propres nuances internes, entre une branche proche des socialistes, et un courant plus souverainiste. Toujours sous le coup de l'interdiction prononcée par le Tribunal suprême en 2003, Batasuna a peiné pour sa part à accéder au statut d'interlocuteur légitime avec les divers partis politiques et à gérer ses divergences internes.

Une étape supplémentaire, au fond, dans un jeu de circulation des alliances conjoncturelles dont aucune, à ce jour, n'est parvenue à stabiliser les conditions politiques : pacte dit d'Ajuria Enea entre PNV, PSOE et PP en 1988 pour isoler la gauche radicale nationalitaire, pacte souverainiste entre partis nationalistes basques modérés et radicaux durant la trêve d'ETA de 1998-1999, pacte antiterroriste PP-PSOE en 2000, éloignement du PP et du PSOE et double rapprochement entre PNV et socialistes, PNV et Batasuna en 2006. Face à un système partisan aussi désarmé, plusieurs initiatives ont essaimé depuis la société civile dès la fin des années 80 au point de constituer un « troisième espace » en quête de médiation. Autant d'initiatives qui devront de nouveau s'atteler à la tâche face à la permanence des fractures politiques traditionnelles.